

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD

ZI de la Pontchonnière
BP 0106
69210 L'Arbresle

Références : UD-R-CTESSP-24-N°78-SP
Code AIOT : 0006103703

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD implanté ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 Savigny. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRESENIUS MEDICAL CARE SMAD
- ZI de la Pontchonnière route de Chanade 69210 Savigny
- Code AIOT : 0006103703
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRESENIUS est autorisée à exploiter son établissement de Savigny dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié. L'établissement est classé IED pour ses activités de transformation de plastique.

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de dispositifs médicaux dédiés à la dialyse. Il est constitué de plusieurs unités de fabrications réparties dans plusieurs bâtiments du site, dont notamment des lignes d'assemblage de dialyseurs et de fabrication de fibre polysulfone.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	4 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005 modifié, annexe 5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005 modifié, annexe 5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral complémentaire du 26/10/2005, article 4.8.4	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les plans des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées du site. L'Inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">– le point de rejet et le point de prélèvement associé des eaux dites claires, selon l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié, ne sont pas clairement indiqués sur les plans ;– le point de rejet dit « point de rejet interne » des eaux usées industrielles et le point de prélèvement associé, selon l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié, ne sont pas clairement indiqués sur les plans ; D'une manière plus générale, les plans des réseaux des eaux pluviales et eaux usées du site ne permettent pas une compréhension satisfaisante du fonctionnement de ces réseaux (lisibilité, points de rejets, sens d'écoulement...).
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 4 mois, mettre à jour les plans des réseaux d'eaux du site.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet des eaux industrielles usées se fait dans le réseau d'assainissement communal de la ville de Savigny géré par la Communauté de Communes Pays de l'Arbresle (CCPA). Le point de rejet interne des eaux industrielles usées se fait route de Cabrillon comme indiqué à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié. Ces eaux sont ensuite dirigées vers le point de rejet général des eaux industrielles du site toujours conformément à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié.

Pour les eaux dites claires et les eaux pluviales, celles-ci sont rejetées dans le réseau public de la ZAC conformément à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié.
L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant dispose des équipements suivants aux points de rejets ci-dessous : – Eaux industrielles usées (point de rejet au réseau collectif) : le point est équipé d'un pHmètre, d'une sonde de température, d'une mesure de débit (au niveau du canal venturi) et d'un préleveur automatique ; – Eaux industrielles usées (point de rejet interne) : le point est équipé d'un préleveur automatique. Le débit est mesuré via le point de rejets ci-dessus (cf constat précédent) ; – Eaux dites claires : le point est équipé d'un préleveur automatique. Il s'agit du même préleveur que pour le point de rejet interne avec un sectionnement en amont permettant de sélectionner manuellement le point de rejet contrôlé (les fréquences de contrôle semestrielles/mensuelles de ces points de rejet permettent une permutation). Le débit est mesuré par un débitmètre situé en aval de la pompe de rejet des eaux dites claires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005 modifié, annexe 5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2005
Constats : Dans le cadre de la présente visite et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant a respecté les fréquences d'autosurveillance imposées par l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié à l'exception de l'analyse du paramètre DMAC d'octobre 2023 qui est manquante.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'exploitant doit respecter la fréquence d'auto-surveillance du paramètre DMAC dans les rejets des eaux industrielles usées.
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005 modifié, annexe 5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Prescription contrôlée :

Cf annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2005

Constats :

Dans le cadre de la présente visite et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 ainsi que le rapport du contrôle inopiné 2023 (mené les 4 et 5 septembre 2023), l'Inspection a constaté les non-conformités suivantes :

1) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet réseau collectif

Le bilan de l'autosurveillance 2023 et le rapport du contrôle inopiné 2023 indiquent des non-conformités sur les paramètres suivants : AOX, As, Cuivre, CrVI, DBO5, DCO, DMAC, Fe+Al, Indice phénol, Sn, Zinc.

Le bilan de l'autosurveillance 2023 indique des non-conformités récurrentes en pH.

2) Eaux résiduaires industrielles – Point de rejet interne

Le bilan de l'autosurveillance 2023 indique une non-conformité au second semestre 2023 pour le paramètre MES.

3) Eaux dites claires

Le bilan de l'autosurveillance 2023 indique une non-conformité au mois d'avril 2023 pour le paramètre azote global.

Concernant le paramètre AOX, l'exploitant a indiqué que les dépassements constatés lors du contrôle inopiné ont fait l'objet d'une analyse d'incident. Les causes identifiées sont une panne d'une pompe relevage et un arrêt brutal du dépoussiéreur du site. Des actions (modification du dépoussiéreur notamment) sont engagées pour éviter le renouvellement de cet incident.

Aussi, l'exploitant a indiqué préparer un porter à connaissance visant à demander la mise à jour de plusieurs valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié suite à la révision fin 2023, avec modification de seuils, de la convention de déversement de ses rejets dans le réseau d'assainissement de la Communauté de Communes Pays de l'Arbresle (CCPA). L'exploitant a rappelé que certaines valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral précité avaient été alignées sur les exigences de la convention de déversement de la CCPA. L'Inspection a pris note de l'arrivée prochaine d'un porter à connaissance sur ce point mais rappelle que les valeurs limites de rejet de l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 sont toujours applicables tant que l'instruction de ce porter à connaissance n'a pas conduit à une éventuelle mise à jour des valeurs limites par un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit, sous 3 mois, respecter les valeurs limites des rejets aqueux de l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant procède bien à la déclaration de son auto-surveillance dans la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que le point de rejet des eaux industrielles usées dispose d'un dispositif de comptage en continu avec un enregistrement. Pour les eaux dites claires, le débit est mesuré par un débitmètre au refoulement de la pompe assurant son rejet. A partir des éléments de comptage précités, l'Inspection n'a pas constaté de non-conformité vis-à-vis des débits maximaux prescrits à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :

L'Inspection a constaté que l'exploitant a procédé aux trois campagnes d'analyse de septembre à novembre 2023 et a transmis les résultats sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 4.8.4

Thème(s) : Autre, Bassin de rétention des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Les eaux d'incendie du site seront récupérées dans des bassins de confinement ou autre rétention correctement dimensionnées.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que de la végétation commençait à se développer à l'intérieur du bassin de confinement des eaux d'extinction situé au Nord-Est du site, nécessitant un nettoyage et une vérification de son étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit sous 4 mois :

- procéder au nettoyage du bassin de confinement des eaux d'extinction situé au Nord-Est du site et transmettre la justification à l'Inspection ;
- justifier de l'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction après le nettoyage précité. Vérification qui devra être faite par un organisme spécialisé. Dans le cas où les résultats du contrôle concluraient à des défauts d'étanchéité, les travaux d'étanchéification devront être menés et l'étanchéité devra être justifiée par un organisme spécialisé dans le délai précité.

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois